

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

A R R E T E

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code de l'Environnement et, notamment, ses articles L. 515-1 à L. 515-6 ;
- ~~VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour son application et, notamment, ses articles 3 à 10, 23-3 et 40 ;~~
- VU le décret n°53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;
- VU le Code Minier ;
- VU la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son décret d'application n°2002-89 du 16 janvier 2002,
- VU l'arrêté ministériel du 09 avril 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements " ;
- VU le schéma départemental des carrières des COTES-D'ARMOR adopté le 17 avril 2003 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1992 modifié autorisant la SEE RAULT à exploiter une carrière à ciel ouvert de schiste amphibolique à PLERIN, au lieu-dit *Persas* ;
- VU la demande déposée le 05 février 2004 par SA CARRIERES RAULT en vue du renouvellement et de l'extension de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;
- VU les plans et documents annexés à la demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ouverte du 26 avril au 27 mai 2004 en mairie de PLERIN et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU les avis des communes de PLERIN, MEAUGON, PLOUFRAGAN, PORDIC, SAINT-BRIEUC, TREMELOIR et TREMUSON ;
- VU les avis des services de l'État ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, en date du 2 novembre 2004 ;

Le demandeur entendu ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale des Carrières lors de sa séance du 16 novembre 2004 ;

CONSIDERANT la compatibilité du projet avec le Schéma départemental des carrières ;

CONSIDERANT les engagements pris par l'exploitant dans le cadre de la demande et les documents transmis au cours de la procédure d'autorisation ;

CONSIDERANT que l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement ne peut être autorisée que si les dangers ou inconvénients qu'elle engendre, peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que, l'exploitant a réalisé des extractions hors du périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1992, et n'a pas satisfait à ses obligations de remise en état ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L 515-4 du Code de l'Environnement, un exploitant qui n'a pas satisfait à ses obligations de remise en état, peut se voir refuser une nouvelle autorisation d'exploiter ;

CONSIDERANT qu'une extension en surface de la carrière sur la totalité des terrains demandés porterait atteinte à la protection de l'environnement et, au vu de l'implantation de la carrière, comporterait des risques pour le voisinage ;

CONSIDERANT qu'une extension en profondeur de la carrière est susceptible de porter atteinte à l'environnement, notamment aux eaux souterraines et au cours d'eau du *Gouët* ;

CONSIDERANT que, dès lors, la demande d'extension en surface comme en profondeur doit ainsi être rejetée ;

CONSIDERANT que l'instruction de la demande a toutefois montré qu'une exploitation de la carrière à un rythme réduit et dans les limites de l'exploitation actuelle peut être réalisée sans porter une atteinte disproportionnée à l'environnement, pendant une durée qu'il convient de limiter ;

CONSIDERANT que, dans ces conditions, l'impact de l'installation, compte-tenu des prescriptions du présent arrêté, est limité et maîtrisé ;

CONSIDERANT qu'une commission de suivi sera mise en place ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture des COTES-D'ARMOR,

ARRÊTÉ

Article 1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Autorisation

La SA CARRIERES RAULT, dont le siège social est situé 41 rue de Penthièvre à SAINT-BRIEUC est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert schiste amphibolique sur la commune de PLERIN au lieu-dit *Persas*.

Cette autorisation correspond aux rubriques suivantes de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :

| N° (régime) | Nature et volume des activités | Capacité |
|--------------------|---|---|
| 2510.1 A - 3 km | Exploitation de carrière à l'aide d'explosifs | $P_{max} = 530\ 000\ t$ $P_{moy}\ (sur\ cinq\ ans) = 400\ 000\ t$ Durée = 5 ans |
| 2515.1 A - 2 km | Concassage, criblage et lavage de matériaux | $P_{élec} = 1000\ kVA$ |
| 1432.2.b D | Stockage de liquides inflammables | $C_{eq} = 10\ m^3$ ($C_{FOD} = 30m^3$) |
| 1434 - | Distribution de liquide inflammable | $D_{eq} < 3m^3/h$ |

A : régime d'autorisation (rayon d'affichage) ; D : régime de déclaration ; - : capacité inférieure au seuil de déclaration

1.2 - Localisation

L'autorisation est accordée sur les terrains correspondant aux parcelles suivantes du cadastre de la commune, conformément au plan annexé à cet arrêté. L'ensemble de ces terrains représente une superficie de **222 500 m²**.

| Zone | Parcelles (cadastre de PLERIN) | Surface |
|--|---|------------------------|
| Installations secondaires / tertiaires | Section G : 153, 154, 158 à 161, 162p, 879, 880, 1111p, 1112p, 1120p, 1122, 1124 et 1344p | 58 984 m ² |
| Zone d'activité "carrière" | Section G : 130p, 131p, 132p, 133p, 134p, 135 à 137, 138p, 139, 140p, 141p, 142p, 144, 145, 146, 147p, 148p 149p, 150p, 172, 174p, 175, 176p, 177 à 190, 215, 216, 222p, 223, 224p, 225p, 1067p, 1318p, 1433p et 1459 ainsi que le chemin | 163 516 m ² |

L'autorisation d'extraction est restreinte aux surfaces indiquées sur le plan annexé.

1.3 - Durée de l'autorisation

1.3.1. L'autorisation est accordée pour **7 ans** à compter de la date du présent arrêté. Cette durée inclut les travaux de remise en état.

1.3.2. L'autorisation d'extraction de matériaux de la carrière n'est toutefois accordée que pour **5 ans** à compter de la date du présent arrêté.

1.4 - Production autorisée

- 1.4.1. La production maximale, calculée sur une période d'un an, est de **530 000 t** de matériaux.
- 1.4.2. La production moyenne, calculée sur toute période de cinq années consécutives, n'excède pas **400 000 t** de matériaux par an.

1.5 - Extraction de matériaux autorisée

- 1.5.1. Aucune extraction de matériaux n'est réalisée à une profondeur inférieure à **30 m NGF**, soit environ le niveau de la RD24 à l'entrée du site.
- 1.5.2. Aucune extraction n'est réalisée sur la zone des installations secondaire / tertiaire telle que définie à l'article 1.2.

1.6 - Conformité au dossier

Sauf disposition réglementaire contraire ou prévue par le présent arrêté, les installations devront être implantées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier déposé le 05 février 2004.

1.7 - Taxes et redevance

Conformément à l'article 266 *sexies* du Code des Douanes, l'exploitant est assujéti à la perception d'une taxe unique, exigible à la signature du présent arrêté et d'une taxe à l'exploitation annuelle, éventuelle, établie sur la base de la situation administrative de l'établissement en activité au 1^{er} janvier.

1.8 - Modifications et changement d'exploitant

- 1.8.1. Toute modification apportée à l'installation ou à son mode d'exploitation doit être préalablement portée à la connaissance du Préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.
- 1.8.2. En cas de changement d'exploitant soumis à autorisation préfectorale, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la demande préalable au Préfet. Cette demande doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Y sont annexés des documents attestant des capacités techniques et financières ainsi que de la constitution des garanties financières prévues à l'article 7.

1.9 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

- 1.9.1. L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.
- 1.9.2. Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesure, interventions d'urgence, remises en état, consécutives aux accidents ou incidents indiqués ci-dessus, sont à la charge de l'exploitant.

Article 2 - AMENAGEMENTS

2.1 - Panneaux

- 2.1.1. L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

2.2 - Matérialisation du périmètre autorisé

- 2.2.1. Le périmètre de l'exploitation et celui d'extraction sont matérialisés par un bornage ou tout autre dispositif équivalent.
- 2.2.2. Une clôture efficace sur toute la périphérie de la carrière permet d'en interdire l'accès.
- 2.2.3. Une signalisation adaptée ainsi qu'une clôture solide et efficace sont placées autour des zones dangereuses.

2.3 - Aménagement des voies de communication

- 2.3.1. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
- 2.3.2. Les roues de tous les véhicules sortant de la carrière doivent être propres. Si nécessaire, un système de nettoyage des roues est utilisé.
- 2.3.3. L'exploitant doit s'assurer que les véhicules qui sortent de la carrière ne sont pas susceptibles d'être à l'origine d'émission de poussières ou de boue.
- 2.3.4. L'exploitant contribue à l'entretien de la voirie selon les dispositions en vigueur et, notamment celles prévues par le code rural et les articles L131-8 et L141-9 du code de la voirie routière.
- 2.3.5. L'entrée et la sortie des véhicules se font par des voies séparées.
- 2.3.6. Le transport des matériaux de l'installation de traitement primaire aux installations de traitement secondaire et tertiaire se fait par convoyeur souterrain.

2.4 - Déclaration de début des travaux

Dès la mise en place des aménagements du site permettant la mise en service effective de la carrière (et, notamment, ceux prévus aux articles 2.1, 2.2, 2.3, 3.2.4; 3.5.1, 4.4.3, 4.5 et 4.6) l'exploitant adresse au Préfet des COTES-D'ARMOR une déclaration de début d'exploitation dans laquelle il présente les aménagements réalisés pour s'assurer du respect des prescriptions du présent arrêté. Il y joint l'attestation de constitution de la garantie financière prévue à l'article 7.

Article 3 - CONDITIONS D'EXPLOITATION

3.1 - Protection du patrimoine archéologique et géologique

- 3.1.1. Dans le cas de découverte d'objets ou vestiges présentant un intérêt archéologique, l'exploitant cessera toute activité à proximité et informera dans les meilleurs délais le maire de la commune de PLERIN ainsi que le Service Régional de l'Archéologie.
- 3.1.2. Dans le cas de découverte d'objets ou vestiges présentant un intérêt géologique, l'exploitant informera dans les meilleurs délais le maire de la commune de PLERIN ainsi que les services de la DIREN et de la DRIRE.
- 3.1.3. Les agents de ces services auront accès à la carrière sous couvert du respect des consignes de sécurité.

3.2 - Extraction, hauteur des gradins

- 3.2.1. L'extraction est réalisée par création de gradins successifs d'une hauteur n'excédant pas **15 mètres** et séparés par une banquette horizontale d'au moins **7,5 mètres**.
- 3.2.2. Les fronts de plus de 15m de hauteur existant à la date de cet arrêté font l'objet de toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des personnes et des biens.
- 3.2.3. La circulation de personnes ou d'engins est interdite au pied ou en tête des gradins de plus de 15 m de hauteur.
- 3.2.4. Des merlons sont créés au pied des gradins de plus de 15 m de hauteur.
- 3.2.5. Sous réserve du respect des limites d'extraction définies au 1.2 et 3.3, les gradins de plus de 15m de hauteur sont coupés ou remblayés à leur pied pour atteindre une hauteur inférieure à 15m.

3.3 - Respect des limites d'extraction

- 3.3.1. L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
- 3.3.2. Elle ne peut pas être inférieure à **10 mètres** au droit du périmètre autorisé à l'exploitation et des différents bâtiments, ouvrages et installations présents sur le site.

3.4 - Décapage

- 3.4.1. Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.
- 3.4.2. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

3.5 - Conditions d'accès au site

- 3.5.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors, il doit être efficacement interdit par une clôture ou tout dispositif équivalent.

Article 4 - PREVENTION DES NUISANCES ET DES RISQUES

4.1 - Dispositions générales

- 4.1.1. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations ou l'impact visuel.
- 4.1.2. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.
- 4.1.3. Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.
- 4.1.4. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
- 4.1.5. Les locaux et plates-formes de stockage doivent être nettoyés régulièrement afin d'éviter l'accumulation de poussières et de matières dangereuses et d'y permettre une circulation aisée.
- 4.1.6. Les installations de traitement des matériaux sont dotées d'un bardage tenu en bon état.

4.2 - Surveillance de l'impact de la carrière

- 4.2.1. L'ensemble des résultats d'analyses et de mesures demandées par le présent arrêté sont conservés par l'exploitant et tenus à disposition de l'inspection des installations classées pendant toute la durée de l'exploitation.
- 4.2.2. Ces analyses et mesures sont réalisées aux frais de l'exploitant par un organisme accrédité.
- 4.2.3. L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de faire procéder à toute étude, mesure ou analyse supplémentaire aux frais de ce dernier.

4.3 - Surveillance du respect du périmètre autorisé

- 4.3.1. L'exploitant met à jour **au moins une fois par an** un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment :
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
 - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;
 - les bords de la fouille ;
 - les différents équipements de traitement de matériaux et la position des stocks ;
 - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
 - le réseau de circulation des eaux ;
 - les zones remises en état.

4.3.2. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

4.3.3. À ce plan est joint une annexe sur laquelle sont reportées les valeurs des différentes surfaces telles que définies pour le calcul des garanties financières prévues par l'article 7 ainsi qu'un plan présentant le projet de progression de l'exploitation pour l'année suivante

4.4 - Prévention des pollutions

4.4.1. L'exploitant tient à jour **un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus** ainsi que les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

4.4.2. En cas de ravitaillement ou d'entretien des engins de chantier, ceux-ci sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

4.4.3. Tout stockage de matériau sous forme de poudre ou de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

4.4.4. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

4.4.5. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

4.5 - Eaux

4.5.1. Circulation des eaux

Les eaux recueillies sur le carreau de la carrière (eaux de pluie et eaux d'exhaure) sont canalisées et dirigées vers au moins un bassin de reprise en fond de fouille, un bassin de décantation et un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées vers le *Gouët*

Le bassin de reprise en fond de fouille possède un volume maximal de 9 m³. Sa profondeur est au plus de 2m. Tout déplacement de ce bassin est préalablement déclaré au Préfet.

Le bassin de décantation (ou l'ensemble des bassins successifs) a une capacité d'environ 2500 m³ (2600 m³ au plus) et est équipé d'un système permettant de bloquer tout rejet en cas de pollution. Tout déplacement de ce bassin est préalablement déclaré au Préfet.

Tout captage d'eau dans le *Gouët* est interdit.

4.5.2. Valeurs admissibles pour les eaux rejetées

Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 (NFT 90 008);
- la conductivité est inférieure à 400 $\mu\text{S}/\text{cm}$
- la concentration métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) est inférieure ou égale à 15 mg/L (FDT 90 119)
- la concentration en sulfates est inférieure à 250 mg/L.
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure ou égale à 25 mg/L (NF EN 872);
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure ou égale à 125 mg/L (NF T 90 101);
- la concentration en hydrocarbures est inférieure ou égale à 10 mg/L (NFT 90 114);
- la température est inférieure à 30 °C (NFT 90 100);
- ~~la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/L (NF EN ISO 7887).~~

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

4.5.3. Point de rejet

Le point de rejet est unique pour toute la carrière, facilement accessible et clairement repéré.

Il est équipé d'un canal de mesure du débit, d'un dispositif de prélèvement et d'un moyen d'obturation rapide.

Aucun rejet direct vers le milieu naturel n'est autorisé.

4.5.4. Surveillance

Un **contrôle mensuel** est réalisé sur les paramètres pH, MES et conductivité.

Un **contrôle trimestriel** est réalisé sur l'ensemble des paramètres visés au 4.5.2.

Les résultats de ces contrôles, réalisés selon les procédures normalisées si elles existent, sont conservés sous la forme d'une fiche reprenant le modèle joint en annexe au présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Tous les cinq ans, des indices biotiques globaux normalisés sont réalisés sur le *Gouët*, 10 m en amont et en aval du point de rejet de la carrière. Le premier indice sera réalisé dans le délai d'un an à compter la notification du présent arrêté.

4.6 - Poussières

- 4.6.1. L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.
- 4.6.2. Un dispositif fixe permet d'arroser les pistes et les stocks de matériaux si nécessaire.
- 4.6.3. Les stocks de matériaux susceptibles d'être à l'origine d'émission de poussières sont arrosés, couverts ou placés à proximité d'écrans végétaux.
- 4.6.4. Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.
- 4.6.5. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques.
- 4.6.6. Les installations de traitement de matériaux à l'origine de poussières sont dotées de moyen de récupération (aspiration) ou de mouillage (aspersion).
- 4.6.7. Une mesure des retombées des poussières aux abords les plus exposés du site est réalisée, selon la procédure normalisée, dans l'année suivant la notification du présent arrêté puis **tous les trois ans**. Des points de mesure supplémentaires peuvent être sur proposition de la commission de suivi.

4.7 - Bruit

- 4.7.1. L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.
- 4.7.2. Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement | Émergence sonore admissible de 07h à 22h | Émergence sonore admissible de 22h à 07h et les samedi, dimanche et jours fériés |
|--|--|--|
| Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A) | +6 dB(A) | +4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | +5 dB(A) | +3 dB(A) |

| | De 07h à 22h | De 22h à 07h et les samedi, dimanche et jours fériés |
|--|--------------|--|
| Niveau sonore maximal admissible en limite de propriété de la carrière | 65 dB(A) | 60 dB(A) |

- 4.7.3. Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé chaque année au niveau des habitations les plus exposées et à d'autres points définis après avis de la commission de suivi.

4.8 - Tirs de mine

4.8.1. L'exploitation peut être réalisée à l'aide d'explosifs, sous réserve du respect de la législation relative à l'emploi de ces produits et, notamment, du titre *Explosifs* du Règlement Général des Industries Extractives.

4.8.2. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 4 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

4.8.3. La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence [Hz] : 1 5 30 80

Pondération du signal : 5 1 1 3/8

4.8.4. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine d'une onde de pression acoustique dépassant 125 dB linéaires au niveau des habitations les plus exposées.

4.8.5. Une mesure des vibrations et de la pression acoustique engendrées par le tir est réalisée systématiquement par au moins deux appareils installés à demeure.

4.8.6. L'emplacement des appareils de mesure est déterminé sur proposition de la commission de suivi.

4.8.7. Le résultat des mesures est conservé avec le plan de tir.

4.9 - Prévention du risque d'incendie

4.9.1. L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

4.9.2. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

4.9.3. Les abords du bassin de décantation principal sont aménagés pour le stationnement de véhicules de lutte contre l'incendie et pour leur permettre un accès aisé.

Article 5 - REMBLAYAGE

5.1 - Emplacement du remblayage

5.1.1. Le remblayage est autorisé uniquement sur la zone d'activité "carrière" telle que définie à l'article 1.2.

5.1.2. Le remblayage est réalisé de façon à préparer la remise en état prévue à l'article 6.

5.1.3. Le remblayage des parcelles n°172, 174 à 176 et 225 est réalisé en partant de la cote 70 m NGF avec une pente descendante d'environ 35° en direction de l'excavation. Ce remblai est végétalisé dès que le profil définitif sera atteint.

5.1.4. Le remblayage des parcelles n°134, 135 et 147 à 150 est réalisé en partant de la cote 60 m NGF avec une pente descendante en direction de l'excavation. Ce remblai est végétalisé dès que le profil définitif sera atteint.

5.2 - Matériaux admis

- 5.2.1. Le remblayage est effectué uniquement avec des terres non polluées, des déblais de terrassement et des matériaux inertes issus des déchets de chantiers de construction (à hauteur de 20 % maximum pour cette dernière catégorie).
- 5.2.2. Seuls les déchets solides inertes tels que bétons, tuiles, céramiques, briques, verres, gravats, terres et autres substances minérales ou assimilables au substrat naturel sont admissibles.
- 5.2.3. Les déchets dangereux, industriels spéciaux, organiques, fermentescibles, radioactifs, explosifs ou inflammables, ainsi que le plâtre, les matériaux contenant de l'amiante et les déchets non pelletables y sont interdits.

5.3 - Admission des matériaux

- 5.3.1. Un plan de circulation, affiché à l'entrée de l'exploitation, précise les conditions de circulation, le trajet des véhicules et les lieux où s'effectuent le chargement et le déchargement.
- ~~5.3.2. Un panneau à l'entrée du site précise les matériaux admis et ceux refusés.~~
- 5.3.3. Pour pouvoir servir au remblayage, les matériaux font l'objet d'un contrôle visuel et olfactif à l'entrée du site, puis au déchargement et, enfin, lors du régalage.
- 5.3.4. Le bennage direct des matériaux est interdit.
- 5.3.5. Des bennes permettent de stocker temporairement les déchets refusés lors des tris réalisés sur le site. Leur capacité est d'environ 50 m³.

5.4 - Traçabilité

- 5.4.1. Une procédure d'accueil et d'orientation des lots permet d'assurer la traçabilité des matériaux.
- 5.4.2. Un registre permettant l'archivage des informations contenues par le bordereau de suivi des matériaux est tenu à jour par l'exploitant, conservé et tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, ou lors de toute réquisition de police.
- 5.4.3. Ce registre mentionne, notamment, la zone de stockage des matériaux acceptés et le devenir des matériaux refusés.
- 5.4.4. Il peut prendre la forme d'une compilation des bordereaux accompagnant les matériaux.
- 5.4.5. Un schéma des zones remblayées est tenu à jour trimestriellement. Il y est fait figurer le tonnage, la nature et la provenance des matériaux enfouis.

Article 6 - REMISE EN ETAT DU SITE

6.1 - Dispositions particulières

- 6.1.1. La remise en état est réalisée conformément à celle prévue dans le dossier de demande d'autorisation d'exploitation en vue d'une utilisation du site comme espace de promenade intégré à la vallée du *Gouët*.
- 6.1.2. La remise en état comprend un modelé topographique de façon à intégrer l'excavation et le front de taille dans le paysage et une végétalisation avec des essences locales diversifiées. Elle ne comprend pas de plan d'eau.
- 6.1.3. Les travaux de remise en état visés au 5.1.3 et 5.1.4 sont réalisés dans le délai de deux ans à compter de la date de notification de cet arrêté.
- 6.1.4. La remise en état des gradins situés à l'Ouest et au Nord-Ouest du site (parcelles n° 174, 172, 181, 225, 224, 223, 222, 216 et 215) est réalisée dans le délai de trois ans à compter de la date de notification cet arrêté, notamment dans les conditions prévues au 3.2.5.
- 6.1.5. Les berges du *Gouët* font l'objet d'une requalification écologique sur toute sa partie adjacente à la carrière et à ses installations.
- 6.1.6. Au moins un an avant l'arrêt de l'activité d'extraction, soit au plus tard, quatre ans après la date de notification du présent arrêté, l'exploitant fait parvenir au Préfet son projet pour la remise en état du site. Ce document devra présenter précisément les modalités de réhabilitation écologique et paysagère de l'ensemble du site (y compris la zone des installations de traitement secondaire / tertiaire et les rives du *Gouët*).
- 6.1.7. Dans le délai d'un an à compter de la date de notification de l'arrêté, l'exploitant fait parvenir au Préfet une mise à jour des plans de phasage annexés tenant compte des prescriptions du présent arrêté.

6.2 - Dispositions générales

- 6.2.1. La remise en état est réalisée progressivement, au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation.
- 6.2.2. En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.
- 6.2.3. Toutes les infrastructures (bâtiments, installations, pistes, aires enrobées, cuves, ...) sont supprimées.
- 6.2.4. Tous les stocks de matériaux autres que les remblais végétalisés sont supprimés.
- 6.2.5. Les fronts de taille sont purgés et talutés.
- 6.2.6. Les talus et remblais sont végétalisés et conservés.
- 6.2.7. L'accès aux abords des zones dangereuses est efficacement interdit par une clôture solide et pérenne. Des panneaux avertissent du danger.
- 6.2.8. Le site est entièrement végétalisé selon les modalités du projet de remise en état prévu au 6.1.6.

6.3 - Achèvement de la remise en état

6.3.1. L'exploitant doit adresser au moins 1 an avant la date d'échéance de l'autorisation la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 III du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Article 7 - GARANTIES FINANCIERES

7.1.1. Le bénéficiaire de l'autorisation doit constituer une garantie financière sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cette garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, la remise en état du site telle que prévue par le présent arrêté.

7.1.2. Les montants de référence des garanties financières, pour un indice TP01 de **416,2** (valeur de l'indice en février 1998) sont de :

| Période | Montant de référence (en euros) | Montant indicatif (indice juin 2004) |
|-----------|------------------------------------|---|
| 0 à 5 ans | 336 934,83 € | 410 522,95 € |
| 5 à 7 ans | 350 027,19 € | |

7.2- Réévaluation

7.2.1. Le montant de la garantie financière est réévalué tous les cinq ans sur la base du montant prévu pour la période quinquennale considérée et de la valeur de l'indice TP01 au moment de la réévaluation.

7.2.2. Il doit aussi être réévalué à l'initiative de l'exploitant en cas de hausse de plus de 15 % de l'indice TP01 depuis le début de la période quinquennale considérée.

7.3- L'exploitant devra adresser au Préfet le document attestant de la constitution de la garantie financière en même temps que la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 2.4. Il devra être conforme au modèle fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996.

7.4- L'attestation du renouvellement de la garantie financière devra être transmise au Préfet au moins six mois avant l'échéance des garanties en cours.

7.5- Avec l'attestation de renouvellement des garanties financières, l'exploitant fera parvenir au Préfet un mémoire présentant un bilan sur l'état environnemental du site lors de la période quinquennale écoulée comprenant, *a minima* :

- le plan prévu à l'article 4.3.1,
- une présentation des analyses d'eau de rejet réalisées,
- une présentation des mesures de bruit et de vibrations réalisées,
- les mesures prises pour éviter la propagation du bruit et les envols de poussières,
- les mesures prises pour assurer la sécurité du site et son intégration dans le paysage,
- les merlons, remblais, et autres aménagements réalisés pour préparer la remise en état du site.

- 7.6- L'obligation de disposer d'une garantie financière ne peut être levée que par le Préfet, après constat de la remise en état de l'installation conformément aux dispositions du présent arrêté.
- 7.7- Indépendamment d'éventuelles sanctions pénales, l'absence de garantie financière, constatée après mise en demeure, entraîne la suspension de l'autorisation.

Article 8- COMMISSION DE SUIVI

- 8.1.1 Une commission de suivi, présidée par le Préfet, assure la concertation et la diffusion d'information entre les élus des communes de PLERIN, SAINT-BRIEUC et TREMUSON, l'exploitant, les riverains et l'administration pour suivre la carrière en ce qui concerne l'environnement.
- 8.1.2 Les modalités de constitution et de fonctionnement de cette commission font l'objet d'un arrêté préfectoral.
- 8.1.3 La commission a accès à tous les documents, mesures et analyses, réalisés dans le cadre du présent arrêté.

Article 9- PROTECTION DES TRAVAILLEURS

L'exploitant doit se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Règlement Général des Industries Extractives.

Article 10- INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION

Les installations soumises à déclaration doivent, sauf dispositions contraires prévues dans le présent arrêté, respecter les prescriptions des arrêtés types respectifs.

Article 11- ANNULATION, DECHEANCE

La présente autorisation cessera de fait si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou si elle n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 12- SANCTIONS

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt, notamment, les sanctions prévues, par les articles L142-1, L142-2, L216-6, L216-13, L514-1 à L514-3, L514-15, L514-18, L541-46 et L541-47 du Code de l'Environnement.

Article 13- PUBLICITE

- 13.1 Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être tenu à disposition de toute personne intéressée.
- 13.2 Un exemplaire de cet arrêté sera affiché en mairie de PLERIN pendant une durée minimale d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans les locaux de la carrière.
- 13.3 Un avis sera inséré par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 14- L'arrêté préfectoral du 23 décembre 1992 relatif à la carrière est abrogé.

Article 15- Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

~~Article 16- DELAIS ET VOIES DE RECOURS~~

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de :

- deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à partir de la notification qui lui est faite de l'arrêté préfectoral,
- six mois pour les tiers à partir de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début de d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.

ARTICLE 17- APPLICATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture des COTES-D'ARMOR,
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

qui sera notifié à la SA CARRIERES RAULT ainsi qu'aux maires de PLERIN, MEAUGON, PLOUFRAGAN, PORDIC, SAINT-BRIEUC, TREMELOIR et TREMUSON.

ANNEXES A L'ARRETE:

- Plan de la carrière sur fond cadastral (localisation de l'autorisation)
- Plans de phasage de l'exploitation (2 phases)
- Plan de remise en état
- Fiche "analyses d'eau"

SAINT-BRIEUC, le 24 décembre 2004
LE PREFET,
pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
signé : Jacques MICHELOT

Pour copie certifiée conforme
(Attaché Chef de Bureau)

Christian RAYMOND